



Mayotte à l'horizon 2011

Le 23 novembre 2010, l'Assemblée nationale a définitivement adopté les deux projets de loi qui feront de Mayotte le 101^e département français. Mayotte sera la première collectivité unique de l'article 73 de la Constitution, à la fois département et région d'outre-mer à compter du prochain renouvellement du conseil général, en mars 2011.

Le partenariat CEROM publie à cette occasion une étude synthétique intitulée « Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation ». A la lumière de l'expérience des DOM, elle esquisse une réflexion sur les conséquences économiques de la politique de rattrapage menée dans le cadre de l'évolution institutionnelle.

Cette étude est disponible en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) Mayotte – Publications-Etudes CEROM.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 23 novembre 2010 à Cayenne sous la présidence de M. Didier Bruneel, représentant du gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM.

Le Conseil a passé en revue l'activité de l'IEDOM en 2010. L'état d'avancement du plan de continuité d'activités a été présenté. Le Conseil a par ailleurs examiné l'exécution du budget de l'IEDOM pour 2010 et voté les budgets pour 2011.

Le 24 novembre, une réunion économique s'est tenue avec la participation de personnalités appartenant à la sphère publique et au secteur privé. Cette séance de travail a été dédiée à l'analyse de l'économie guyanaise et notamment, sur la base d'un exposé du directeur local de l'INSEE, à l'impact de l'évolution démographique sur cette économie.

Outre-mer :

1 – Crédits de la mission outre-mer

L'Assemblée nationale a adopté les crédits de la mission outre-mer pour 2011. Ils s'élèvent à 1,98 milliard d'euros en crédits de paiement, en baisse de 2,3 % par rapport à 2010. Les crédits de la mission outre-mer représentent une faible part de l'effort global de l'Etat pour l'outre-mer (16,2 milliards d'euros).

Les députés ont également adopté l'amendement du Gouvernement relatif à la cession gratuite des terrains de l'Etat pour la construction des logements sociaux.

2 – Commissaires au développement endogène

Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, a présenté le 23 novembre 2010, les trois commissaires au développement endogène : MM. Bernard Couteaux (La Réunion et Mayotte), Christian Claudon (Guyane), Jean-Rémy Cauquil (Antilles).

La fonction de commissaire au développement endogène a été créée par le Comité interministériel de l'Outre-mer pour une durée de trois ans et placée sous l'autorité de la ministre. Chaque commissaire sera chargé dans son territoire d'affectation de développer les productions locales, en structurant les filières, et de favoriser l'insertion économique des territoires de l'outre-mer dans leur environnement régional. Ils seront également chargés d'étudier les conditions d'un développement endogène. A cette fin, un fonds d'étude doté de 2 millions d'euros a été décidé dans le budget 2011.

Comptes nationaux trimestriels

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,4 % au troisième trimestre 2010 après 0,7 % au deuxième trimestre. La croissance de la consommation des ménages accélère (+ 0,6 % contre 0,3 %). Celle de la formation brute de capital fixe (FBCF) ralentit (+0,5 % après 0,9 %), avec l'investissement des sociétés non financières qui décélère et l'investissement immobilier des ménages qui accélère.

Les exportations progressent de 2,5 % (après 2,6 % au trimestre précédent) et la croissance des importations est en hausse à 4,1 % (contre 3,9 %). La variation des stocks contribue à hauteur de 0,3 point à la croissance (après 0,6 point).

Publications

Quelle garantie pour vos dépôts ?

La nouvelle édition du mini-guide n° 6 de la Fédération bancaire française est disponible en téléchargement sur : <http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S?OpenDocument>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Au 3^{ème} trimestre, le climat des affaires s'améliore

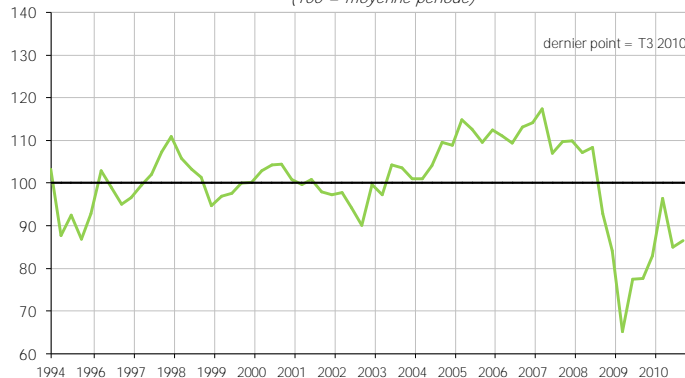
Au troisième trimestre 2010, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse légèrement (+1,5 point) après le fort recul enregistré le trimestre précédent (-11,3 points). Sur un an, l'ICA se redresse mais reste encore situé en deçà de sa moyenne de longue période (-13,5 points). Les soldes d'opinion relatifs au passé et au futur participent à cette amélioration. Il est cependant trop tôt pour parler de reprise, il s'agit plutôt d'une inflexion.

La consommation montre quelques signes de reprise en dépit des difficultés de trésorerie des ménages et de la dégradation du marché de l'emploi.

L'investissement des entreprises reste incertain et peine à retrouver le chemin de la croissance. L'activité du secteur du BTP, durablement déprimée, pèse sur l'industrie et le commerce.

Dans ce contexte, les prévisions de reprise pour le quatrième trimestre sont encore mitigées pour les entrepreneurs.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne période)



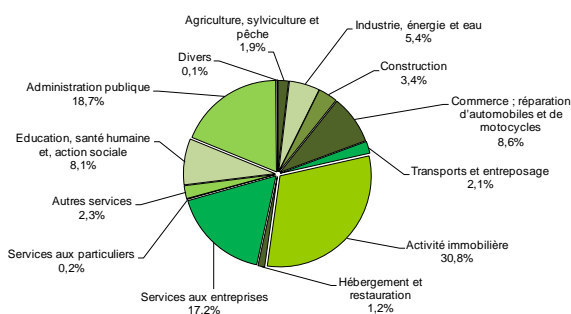
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Risques à fin septembre 2010 : infléchissement du rythme de croissance annuel et contraction de l'encours trimestriel

Au 30 septembre 2010, l'encours des crédits aux entreprises et aux collectivités recensés par le Service central des risques de la Banque de France atteint 5,5 milliards d'euros à la Martinique, soit une diminution de 1,8 % sur le trimestre et une progression de 2,8 % sur l'année. Deux secteurs, **l'agriculture et le commerce**, confirment la croissance de leurs encours enregistrée à partir de mars 2010, avec une hausse respective de 14,5 % et 3 % au 3^{ème} trimestre.

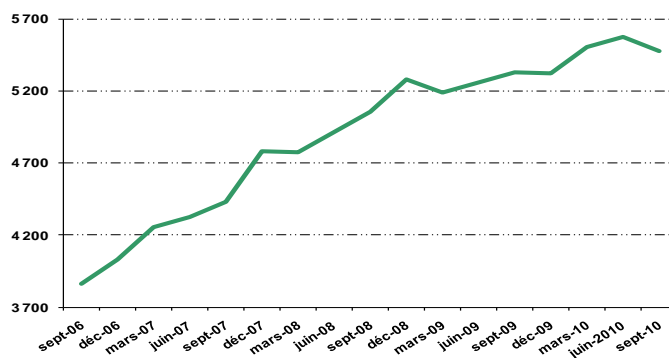
Pour leur part, les engagements en faveur des **autres services**, dont les variations sont irrégulières sur un an, s'accroissent de 12,4 % par rapport à juin. Ceux, en faveur de l'éducation-santé et du transport affichent une hausse plus modeste (respectivement + 2,1 % et + 1,5 %). Les autres secteurs-phares de l'échantillon : **l'activité immobilière, les services aux entreprises et l'administration publique** qui concentrent plus des deux tiers de l'encours total, connaissent une érosion de leurs engagements (- 3,2 % globalement, dont - 3,7 % pour les seuls services aux entreprises) ; **l'industrie-énergie eau** est en nette baisse (- 7,2 %), cette dernière est moins marquée pour les **services aux particuliers** (- 3,7 %) et **la construction** (- 2,7 % après - 3,3 %).

Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2010



Source : Banque de France

Evolution de l'encours trimestriel des risques



Source : Banque de France

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

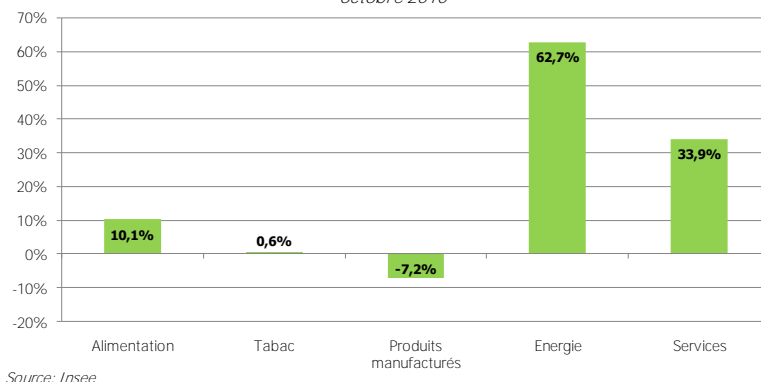
Inflation : légère décélération des tensions inflationnistes

A fin octobre 2010, l'indice des prix à la consommation progresse de +1,5 % en glissement annuel, après +1,9 % un mois plus tôt.

Cette progression est portée par le prix de l'énergie en hausse de 10,8 % sur un an. Les prix des services et de l'alimentation sont également revues à la hausse respectivement à +1,2 % et +0,9 % sur un an. Les produits manufacturés bénéficient en revanche d'une baisse sur la période (-0,4 %).

Dans les autres géographies, les tensions inflationnistes sont hétéroclites. En Guadeloupe, l'inflation atteint 3,0 %, tandis qu'à la Réunion comme en Métropole, elle s'affiche à 1,6 %. Les prix restent en revanche stables en Guyane (+0,3 %).

Contribution au glissement annuel de l'indice des prix
octobre 2010



ACTUALITE REGIONALE

Visite de la Ministre de l'Outre mer.

Le 18 novembre dernier, la Ministre de l'Outre mer s'est rendue en Martinique pour l'inauguration des locaux de l'ADOM (Agence de l'Outre Mer pour la Mobilité). Une prochaine visite est prévue en décembre pour faire notamment un point d'avancement sur les mesures du CIOM.

Budget

Mercredi 1er décembre, le Sénat a adopté le budget de l'Outre Mer. L'enveloppe des crédits de paiement pour l'exercice 2011 s'élève à 1,98 milliard d'euros, en baisse de -2,3 %, dans un contexte budgétaire national tendu.

Essence

Suite à l'application du décret n°2010-1332 du 8 novembre dernier, qui régleme l'évolution des prix des produits pétroliers dans les DFA en fonction des cours sur le marché mondial, les tarifs de l'essence, du gazole et du gaz ont été relevés au 1er décembre (1,31€/L pour l'essence, 1,08€/L pour le gazole et 21€ pour la bouteille de gaz).

Télévision Numérique Terrestre (TNT)

Le mardi 30 novembre, la TNT a été déployée. La chaîne Tempo a été supprimée et RFO a été remplacée par Martinique 1ère. La TNT permet la réception de 10 chaînes gratuites en Martinique, dont les chaînes de France Télévision et Arte.

Energie thermique des mers

La Région et la société DCNS ont signé une convention destinée à examiner les conditions de la mise en place d'une centrale pilote d'énergie thermique des mers. L'étude de faisabilité a débuté pour une durée de 6 mois et pour un montant de 2M€.

Tourisme

Selon l'étude d'un cabinet d'expertise comptable portant sur 17 établissements (hôtels 3*, 4* et 5*), le secteur hôtelier affiche une dette fiscale et sociale de 20M€ à fin juin 2010, en hausse de 62 % par rapport à fin septembre 2009. La saison qui débute devrait néanmoins être meilleure, avec un taux de réservation déjà supérieur à celui de l'année dernière.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2010	123,5	-0,4 %	+1,5 %
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2010	40 125	-2,5 %	+0,4 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- octobre 2010	24,4 %		+0,1 point
Allocation Chômage <i>(source : Pôle Emploi)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- octobre 2010	14 245	+0,3 %	+0,7 %
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- octobre 2010	28 877	+0,3 %	+2,7 %
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€)	- septembre 2010	218,6	-2,7 %	52,6 %
	Exportations (en M€)	- septembre 2010	26,6	+55,5 %	-0,2 %
	Taux de couverture mensuel:		12,2 %		-6,4 points
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- septembre 2010	263	-6,7 %	+0,1 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- septembre 2010	358,7		+11,5 %
Vulnérabilité des ménages <i>(source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaires	- octobre 2010	18 080	-0,8 %	-3,6 %
	Retrait de cartes bleues (cumul)	- octobre 2010	6 014	-	+17,5 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- octobre 2010	100 819	+13,8 %	+2,0 %
		- cumul annuel	1 302 795		+3,9 %
Trafic Maritime <i>(source : DD PAF)</i>	Nombre de croisiéristes	- octobre 2010	93	-58,8 %	-93,5 %
		- cumul annuel	57 119		+83,8 %
Construction <i>(source: Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2010	16 663	+4,1 %	-14,9 %
		- cumul annuel	166 265		-0,5 %
Immatriculations <i>(source : AAA)</i>	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2010	996	-5,9 %	+9,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2010	157	-22,3 %	-10,3 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		10 443	-	-9,0 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10
ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)

	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2009	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,4199%	0,4431%	0,6967%	0,5777%	0,8330%	1,0420%	1,2690%	1,5400%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,76%	2,74%	2,82%	3,05%	2,96%	2,94%	3,02%	3,25%

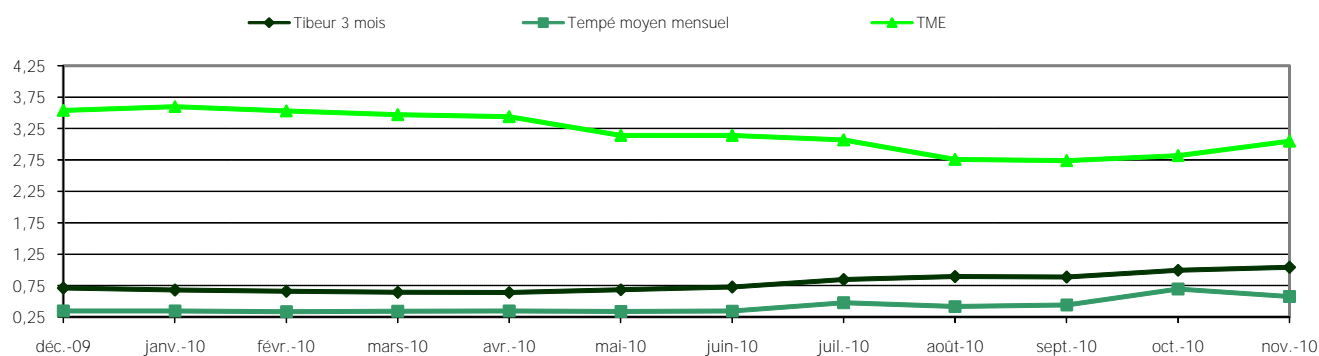
Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

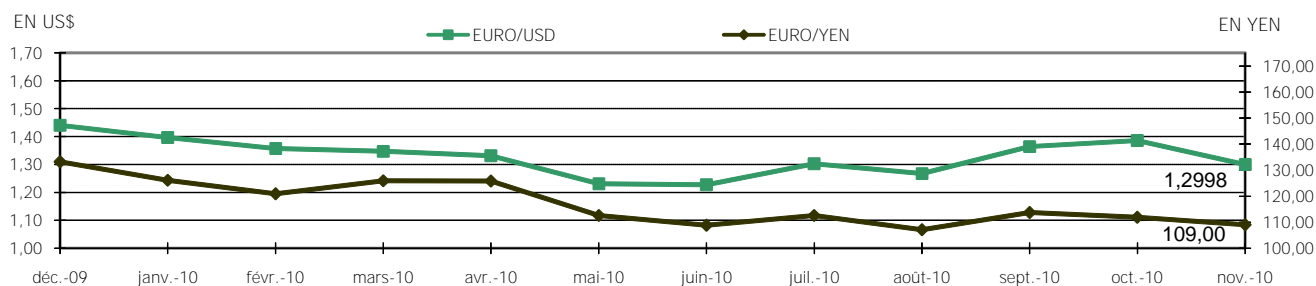
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2998	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,2714	EURO/SRD (Surinam)	3,58110
EURO/JPY (Japon)	109,0000	EURO/BWP (Botswana)	8,83210	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,33500
EURO/CAD (Canada)	1,3306	EURO/SCR (Seychelles)	16,0436	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,5861
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83770	EURO/MUR (Maurice)	39,0691	EURO/BBD (La Barbade)	2,60900
EURO/SGD (Singapour)	1,7219	EURO/BRL (Brésil)	2,2373	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29660
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0979	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,38760	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2654,65	EURO/XCD (Dominique)	3,5221	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK